

LE GRAND EMPRUNT : UNE MARCHÉ FORCÉE VERS LE SOCIALISME

De : "Michel de Poncins" <mdp@micheldeponcins.info>

À : marc.mora@laposte.net

Remarque : Ce message HTML peut contenir des références externes à des images, etc. Pour des raisons de sécurité / confidentialité, les références externes ne sont pas chargées. Si vous avez confiance en l'expéditeur de ce message, vous pouvez alors charger ses références externes en cliquant [ici](#).

Tocqueville Magazine

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 8 AOUT 2011

LE GRAND EMPRUNT : UNE MARCHÉ FORCÉE VERS LE SOCIALISME

Le titre de ce flash peut à lui seul étonner, voire choquer certains lecteurs. Pourtant les faits sont têtus. Les signes de cette marche forcée du pouvoir en vigueur depuis 2007 sont, cependant, très nombreux et nous avons souvent attiré l'attention sur eux.

Tout d'abord, pour dissiper les malentendus, un peu de sémantique. Souvent, il est simplement question d'interventionnisme ou d'étatisme : ces termes sont jugés relativement acceptables par l'électorat de droite abominablement floué depuis 2007. Ils cachent la vraie réalité qui est une marche vers le socialisme ; à titre de seul exemple, nous observons toujours et en toutes circonstances, la volonté de réaliser le bonheur des gens malgré eux, parfois contre eux, et ceci à partir d'une centrale étatique.

Le grand emprunt qui sans cesse revient à la surface comme un serpent de mer en est l'une des manifestations les plus claires.

Pour l'histoire, rappelons brièvement que l'idée fut lancée en novembre 2009 par un pur hasard . Un courtisan en avait eu, inopinément, l'idée et l'avait ajoutée au dernier moment dans un discours de l'hyper-actif président : la fusée s'était aussitôt envolée. Le prétexte initial était la crise qu'il fallait surmonter, les énarchos-socialos au pouvoir pensant illégitimement que l'Etat était le seul à pouvoir agir dans ce domaine.

Le fait nouveau aujourd'hui est que le président lui-même vient d'annoncer cinq priorités pour une première tranche de 35 milliards, à savoir : le développement durable, le numérique, l'enseignement supérieur, la recherche, l'industrie avec les PME.

QUELS SONT LES VRAIS CHIFFRES ?

Arrêtons-nous sur ce chiffre de 35 milliards. D'abord, il a annoncé que ce n'était qu'une première tranche : combien de tranches y aura-t-il après ? Il y a lieu de s'inquiéter. En plus, le total des investissements publics dépasse largement les 35 milliards car les collectivités territoriales et l'Europe sont invités à compléter. La France dispose et nous ne savons pas jusqu'à quand d'une note flatteuse dans les agences de notation. Cette situation toute provisoire lui permet donc de dépenser sans limite ! La vraie gauche ne ferait pas pire en la matière que cette fausse droite.

La crainte de se voir infliger un échec, en forme de camouflet, conduisit vite à abandonner le projet d'un emprunt public : regrettons le, car un emprunt à montant déterminé dans le public aurait limité l'effet de ruine que nous évoquerons plus loin. En son lieu et place, nous assistons à un droit de tirage pratiquement illimité !

Comment distribue-t-on cet argent que l'on n'a pas ?

DES CHOIX ARBITRAIRES

Le choix des investissements n'obéit absolument pas aux indications données par un marché libre où les investissements sont choisis, suivant leur rentabilité probable, par des personnes responsables juridiquement et parfois sur leur fortune personnelle. Il se réalise dans l'esprit des « lendemains qui chantent ». En effet, il est livré à l'arbitraire de fonctionnaires et d'élus dans le cadre du foisonnement des intrigues. Pour savoir où investir, il « fallait » ouvrir une parlotte. Elle rassembla pendant plusieurs mois 24 membres. Les projets pendant la parlotte ont flotté au hasard de la pression des lobbies, syndicalistes et partis politiques officiels tirant à hue et à dia.

Ce groupe est aidé par un comité de surveillance qui comprend notamment des parlementaires et des Personnalités Qualifiées (« PQ » pour les intimes !). Ce comité de surveillance doit assurer la circulation des fonds depuis le Commissaire général jusqu'aux opérateurs existants avec des contrats d'objectifs très précis.

Le prétendu génie fut de confier la présidence à deux célèbres cumulards, Rocard et Juppé, qui ont joué un rôle majeur dans l'écroulement de l'économie française. Le travail a été gigantesque puisque 400 investissements dits « d'avenir » ont été sélectionnés. Ce qualificatif montre que ces gens ignorent que l'on investit toujours pour l'avenir, le tout étant de bien investir.

Un autre aspect socialiste est la création de prébendes. C'est ainsi qu'il existe un Commissaire général à l'investissement, René Ricol. C'est un ancien expert-comptable et l'on se demande ce qu'il vient faire dans cette galère. Il n'est pas « Haut Commissaire », ce qui nous économise quelques sous. La ressemblance avec la défunte Russie soviétique est tellement frappante que l'on ne peut pas s'empêcher de penser aux Commissaires du peuple, dont les investissements furent bien malheureux. Nous ne pouvons pas imaginer qu'il travaille tout seul dans son bureau avec une assistante ; nous supposons donc une forte bureaucratie confortablement assise quelque part avec tous les honneurs et frais afférents. Une bureaucratie publique étant immortelle, nous voilà mal partis.

LES FAUX RAISONNEMENTS

Une autre caractéristique majeure est le foisonnement des faux raisonnements. Le premier est que l'Etat pourrait créer de la richesse. Il est flatteur et élégant pour les politiques de dire qu'en investissant de cette façon, l'on créera de la richesse (parfois, on ajoute que c'est pour les enfants!). Certes, il est possible d'affirmer qu'une population formée créera plus de richesse qu'une population non formée : mais, dans ce domaine, le meilleur placement, avec rendement immédiat, serait de porter remède dès maintenant au véritable gâchis qu'est la prétendue éducation prétendue nationale. Le détour par les faux raisonnements, évite de se poser les rudes questions que l'on se pose dans les firmes privées lorsque l'on investit avec l'argent des actionnaires ou celui des banquiers.

Bien entendu comme dans tout système socialisant l'effet de ruine est plus que probable. Ce sera la ruine par les impôts et charges nécessaires pour rembourser l'endettement. Le poids de cet endettement nouveau jouera éventuellement dans le jugement des agences de notation libres. Il faut ajouter aussi le freinage des investissements privés : l'argent de l'endettement public réduira les possibilités d'emprunts privés. Les industriels et acteurs privés qui auront eu la faiblesse de tendre la main pour avoir des aides, verront, inévitablement, leur projet freiné par les formalités abusives et également par des exigences qu'ils n'auraient pas du accepter.

Ronald Reagan déclara un jour : « Les mots les plus terrifiants dans la langue anglaise sont : je suis le gouvernement et je suis là pour vous aider ».

Michel de Poncins

Pour envoyer un commentaire ou inscrire un ami

micheldeponcins@orange.fr

LE SITE DE TOCQUEVILLE MAGAZINE

Adresse : <http://www.libeco.net>

Le site est mis à jour tous le mardis. Il dispose d'un moteur de recherche performant et couvrant un grand nombre de sujets.

Demain mardi 9 août

LA FRANCE EN PERDITION

Interview accordée par Philippe Dessertine à l'hebdomadaire Le Point

Si vous voulez vous désinscrire, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante :

desinscription@micheldeponcins.info

Une autre façon de vous désinscrire

[Se désinscrire](#)
